

8. Faites-vous entendre !

Les britanniques les plus pauvres donnent leur avis sur la politique gouvernementale



Liverpool – l'une des villes ayant abrité un atelier « Faites-vous entendre ».

Un habitant du Royaume-Uni sur cinq vit dans la pauvreté, est mal payé et souffre de discriminations et de préjugés. Personne ne l'écoute, et encore moins ceux qui sont au pouvoir. Ce rapport décrit une expérience unique visant à porter à l'attention du gouvernement l'opinion de ceux qui vivent dans la pauvreté, ceci dans le cadre du *Plan d'action national pour l'inclusion sociale*. « *Faites-vous entendre* » ("Get heard !" en anglais) a été un des projets les plus importants de son genre jamais mis en place au Royaume-Uni et il est maintenant un modèle de bonnes pratiques au sein de l'Union Européenne. Ce rapport explique comment le projet fonctionnait et en tire des leçons pour l'avenir.

Introduction

Le Royaume-Uni (R.-U.) fait peut-être partie du monde riche, mais une personne sur cinq y vit dans la pauvreté.¹ Nombreux sont ceux qui ne peuvent s'offrir l'essentiel pour vivre dignement, comme des vêtements, de la nourriture pour leurs enfants ou encore le chauffage de leur logement. Le R.-U. est la sixième économie mondiale² et se trouve actuellement en 16^e position dans l'*Indice de développement humain des Nations Unies*, mais c'est la communauté la moins égalitaire de l'Union européenne (UE).³

Le terme « pauvreté » est de plus en plus utilisé en conjonction avec l'expression « exclusion sociale »⁴, ce qui permet de se concentrer sur la manière dont certaines personnes sont éprouvées par l'insuffisance de leurs revenus plutôt que sur les revenus eux-mêmes. L'expression « exclusion sociale » est utilisée pour mettre l'accent sur les facteurs qui mettent ces personnes au banc de la société, limitent leur accès aux ressources et aux opportunités et réduisent leur participation à une vie sociale et culturelle normale.

Chaque pays, influencé par son histoire et sa culture, développe une structure qui désavantage certains de ses citoyens. Au R.-U., tout comme dans d'autres pays, certaines communautés ou certains groupes de la société sont donc plus vulnérables aux aléas de la vie. Ces groupes rassemblent de nombreuses femmes, des personnes âgées, des immigrants, des noirs et des minorités ethniques, des handicapés et des enfants. Au R.-U., un enfant sur trois – c'est-à-dire 3,8 millions d'entre eux – vit actuellement dans la pauvreté, un des taux les plus élevés du monde industrialisé.⁵ Les femmes ont 14 pour cent de chances supplémentaires de vivre dans un ménage touchant moins de 60 pourcent de la moyenne nationale.⁶ Les témoignages récoltés au cours du programme indiquent que les personnes qui vivent dans la pauvreté trouvent difficile, voire impossible, de faire comprendre ce qui a occasionné leur pauvreté et les y maintient. Ils ne disposent pas des opportunités, des contacts et des relations qui leur permettraient de parler des problèmes affectant leur vie. Voici ce qu'ils disent:

« Être pauvre et ne pas pouvoir subvenir aux besoins de l'enfant qu'on aime, c'est très déprimant. »

« Nous [les handicapés] en avons vraiment marre de nous entendre dire "assieds-toi là et reste calme" ».

« Bénéficier d'allocations ou de faibles revenus entraîne l'isolement, la solitude et une baisse de l'estime de soi, et cela nous oblige à rembourser nos dettes à des taux prohibitifs. »

« Il y a tant de gens qui n'ont plus confiance en eux, ils se sentent indignes de vivre. La pauvreté est surtout une affaire d'argent, mais les chemins pour s'en sortir viennent avec la confiance. »⁷

Pour réduire la pauvreté et l'exclusion sociale, ceux qui sont au pouvoir doivent écouter les représentants des groupes exclus. En juin 2001, les États membres de l'UE ont publié leurs premiers *Plans d'action nationaux pour l'inclusion sociale (PAN/incl)*, créant un espace où les plus démunis peuvent parler des approches de lutte contre la pauvreté de leur gouvernement. Chaque État membre de l'UE doit produire un PAN/incl tous les deux ans. Des représentants du gouvernement à ceux qui vivent dans la pauvreté, il faut qu'un large éventail de groupes y participent. En 2004, différents groupes se sont mobilisés au R.-U. pour une campagne intitulée « *Faites-vous entendre* » afin de préparer le PAN/incl de 2006.

Le projet « *Faites-vous entendre* » : écouter les pauvres

« *Faites-vous entendre* » a été l'un des plus grands projets jamais mis en place au R.-U., où des personnes ayant une expérience directe de la pauvreté ont donné leur avis sur les politiques gouvernementales créées pour la combattre. La campagne a été mise en place par la *Social Policy Task Force (SPTF)*⁸ – une coalition d'organisations luttant contre la pauvreté et financée par la Commission européenne – le *Département de l'emploi et des retraites (DWP)* du gouvernement britannique, Oxfam R.-U. et l'Église d'Écosse. 2,5 postes étaient rémunérés et de nombreux bénévoles ont également participé à la campagne.

Les membres de la communauté locale ont donné leur avis grâce à des ateliers qu'ils ont organisés eux-mêmes, généralement avec l'aide de leur réseau régional de lutte contre la pauvreté. Un total de 146 ateliers ont été organisés à travers le R.-U. entre décembre 2004 et décembre 2005 : 81 en Angleterre, 45 en Écosse, 14 en Irlande du Nord et 6 au Pays de Galles. De nombreuses personnes appartenant à une grande variété de communautés d'intérêt et d'aires géographiques y ont participé. Par exemple : des experts en santé mentale, des femmes asiatiques, des mères célibataires, des parents de jeunes enfants ou d'adolescents, des hommes au chômage, des groupes de voyageurs, des groupes d'aide aux endettés, des associations de personnes ayant survécu à la violence domestique, des demandeurs d'asile, des immigrants – et bien d'autres.

Les participants aux ateliers « *Faites-vous entendre* » devaient parler des politiques et initiatives gouvernementales et répondre aux questions suivantes : « Qu'est-ce qui fonctionne ? », « Qu'est-ce qui ne fonctionne pas ? » et « Comment agir différemment ? ». Les participants choisissaient eux-mêmes les thèmes. L'étude de cas suivante est un exemple des possibilités qui étaient offertes aux participants.

Kenny Brabbins, participant à l'atelier du Merseyside⁹

Kenny vit des allocations gouvernementales et va bientôt atteindre l'âge de la retraite. Il a commencé à s'impliquer dans « *Faites-vous entendre* » grâce à un groupe local car il pensait qu'on n'écoutait pas les personnes de son âge.

Il fut agréablement surpris de constater que des personnes l'écoutaient pendant l'atelier. Cela a encouragé sa confiance à prendre la parole en public. Il pense que ce type de situation n'est pas courant car les gens qui vivent dans la pauvreté sont souvent renfermés, et ils pensent: « *Je ne veux pas m'impliquer.* »

L'atelier l'a aidé à se construire une identité collective avec d'autres personnes dans le même cas : « *Je ne suis pas le seul dans cette situation, nous sommes tous les mêmes... J'ai commencé à avoir une attitude plus positive...* ». Les commentaires de Kenny montrent que ce projet développe la responsabilisation et la possibilité de s'exprimer: « *'Faites-vous entendre', c'est un moyen de me faire entendre* ».

Il encourage maintenant d'autres personnes de sa communauté à s'impliquer.

Le projet « *Faites-vous entendre* » fut le premier projet national mis en place dans un pays riche pour offrir aux plus pauvres une plateforme de discussion leur permettant de s'impliquer activement dans la société. Malgré les encouragements visant à inclure tous les acteurs, il n'existe aucun autre pays de l'UE prévoyant la participation active des pauvres dans leurs PAN/incl. « *Faites-vous entendre* » a été bien reçu et le projet est cité au sein de l'UE comme un exemple de bonne pratique. C'est également un bon exemple de techniques de réduction de la pauvreté originaires du Sud et appliquées dans le Nord, comme le montrent les *Évaluations participatives de pauvreté* (EPP).

Résultats

Les participants au projet « *Faites-vous entendre* » ont eu la possibilité de choisir les sujets qu'ils souhaitaient couvrir. Les cinq thèmes suivants sont ceux qui ont été les plus abordés, montrant ainsi quelles étaient les principales préoccupations des participants aux ateliers :

- 1 La façon dont les plus pauvres sont perçus doit changer.
- 2 Le système de prestations sociales doit être réformé pour aider réellement ceux qui font l'expérience de la pauvreté.
- 3 Les parents doivent être pris en considération et mieux compris.
- 4 Les services doivent être réformés pour réellement aider ceux qui font l'expérience de la pauvreté.
- 5 Les personnes en situation de pauvreté doivent être impliquées et entendues.¹⁰

La plus grande partie de ces préoccupations (particulièrement les points 1, 3 et 5) font référence à des problèmes de dignité et de pouvoir dans la société. Les résultats de ce projet montrent que ceux qui vivent dans la pauvreté ne cherchent pas seulement à obtenir plus d'argent. Ils veulent être des membres établis et respectés de la société.

Bien entendu, les problèmes économiques étaient eux aussi importants – les sujets qui ont remporté le plus de succès étaient liés au travail, à la qualité de vie, aux allocations et à la formation. Quand on tombe dans la pauvreté, il est extrêmement difficile de s'en sortir à cause de la structure du système des allocations. Par exemple, les allocations de chômage prennent le plus souvent fin la veille du premier jour d'un nouvel emploi, mais le salaire ne sera versé qu'à la fin du mois suivant. Pour quelqu'un qui ne dispose pas de ressources financières suffisantes, il est impossible de trouver de quoi vivre pendant cet intervalle, et il vaut donc mieux continuer à percevoir des allocations plutôt que de trouver un emploi. « *Faites-vous entendre* » a montré que les personnes pauvres doivent être écoutées, non seulement parce que c'est la bonne chose à faire, mais également parce que c'est la meilleure solution pour obtenir des informations précises sur les moyens d'améliorer les politiques de réduction de la pauvreté.

La voix des femmes¹¹

Les femmes ont souvent l'impression qu'on ne les écoute pas, et grâce au projet « *Faites-vous entendre* », elles ont pu s'exprimer sur une série de problèmes spécifiques à leur sexe :

« *On s'attend toujours à ce que les femmes obéissent, travaillent plus et plus longtemps en étant moins bien payées, à ce qu'elles travaillent aussi à la maison sans vouloir tout diriger et qu'elles soient également là pour subvenir aux besoins de leurs enfants quoi que fasse le père.* »

« *Les femmes qui réussissent sont considérées comme autoritaires, mais quand ce sont des hommes, ils sont félicités et reçoivent les meilleurs emplois.* »

« *Les femmes s'endettent pour offrir une meilleure vie à leurs enfants.* »

« *Je m'assure que les enfants ne manquent de rien, mais c'est très rudimentaire. Il ne reste rien pour le luxe. Je ne devrais pas me plaindre, parce que finalement tout va bien, nous avons un toit au-dessus de la tête et nous n'avons ni faim ni froid – la plupart du temps.* »

« *Personne ne sait vraiment que je vis avec si peu. Mes voisins sont assez aisés et j'essaie de maintenir les apparences. Ils ne savent pas à quel point mon ex-mari est mesquin. C'est un des piliers de notre communauté et personne ne croirait comment il me traite. Je ne me souviens pas de la dernière fois où j'ai pu m'acheter une paire de chaussures.* »

L'impact du projet

Les informations tirées des ateliers fournissent la vue d'ensemble la plus complète de la réalité vécue par ceux qui vivent dans la pauvreté au R.-U. et montrent de quelle façon les politiques gouvernementales les influencent. Le projet a eu des effets sur quatre plans : en aidant ceux qui vivent dans la pauvreté à influencer sur les mesures prises, en démontrant l'importance de la participation, en soutenant le travail des organisations qui luttent contre la pauvreté et en encourageant la participation citoyenne active.

Aider les personnes qui vivent dans la pauvreté à influencer sur les mesures prises par le gouvernement

Les conclusions du programme « *Faites-vous entendre* » ont été soumises au DWP. Le projet faisait partie du PAN/incl 2006 et a influencé la planification du PAN/incl 2008. Selon Clare Cochrane du Programme contre la pauvreté au R.-U. d'Oxfam R.-U. : « *Le PAN/incl n'offre pas la possibilité de faire du lobbying pour de nouvelles initiatives politiques, mais quand il est publié, il permet de comprendre la manière dont le gouvernement mène ses politiques contre l'exclusion sociales, et lorsque le processus implique des personnes qui ont l'expérience de la pauvreté, il fournit un mécanisme de dialogue important entre le gouvernement et le public sur les politiques d'inclusion sociale.* »¹² Il est difficile de déterminer l'incidence directe des ateliers du programme « *Faites-vous entendre* » sur la manière dont se développent certaines politiques, mais certaines répondent directement aux demandes émises par leurs participants. Le programme a sans doute permis une sensibilisation à ces questions. Par exemple, le Trésor a épongé les dettes des surpaiements de crédits d'impôts et a également changé la limite de ces derniers. Ces deux questions étaient abordées fréquemment, et de manière passionnée, dans les ateliers de « *Faites-vous entendre* ».

Démontrer l'importance de la participation

Le succès de ce projet a souligné l'importance de ceux qui vivent dans la pauvreté dans la mise en place des processus décisionnels. Les louanges que l'Europe a accordées au programme « *Faites-vous entendre* » et l'utilité de ces informations pour les décideurs ont fait de ce projet le catalyseur de nouveaux projets de participation. Par exemple, le DWP a organisé une conférence en mai 2007 sur le thème « *Travailler ensemble pour réduire la pauvreté et l'inégalité* ». Elle vit s'échanger des points de vue avec des personnes vivant dans la pauvreté sur des sujets soulignés lors du projet « *Faites-vous entendre* ». Cette conférence réunissait des ministres du gouvernement, des responsables politiques et des personnes touchées par les mesures qu'ils mettent en place.

Soutenir les organisations qui luttent contre la pauvreté

Le projet a permis d'étoffer et d'améliorer le réseau de lutte contre la pauvreté en mettant ses conclusions à la disposition d'autres organisations. Par exemple, le *Centre de Ressources pour les Immigrés* à Londres utilise les résultats du projet pour publier un rapport qui examine comment les immigrants vivent la pauvreté et l'exclusion sociale au R.-U.¹³

D'autres organisations ont utilisé le projet de différentes manières pour s'assurer que les personnes en situation de pauvreté soient entendues par le gouvernement. Par exemple, un groupe de seniors de l'Est-Anglie a fait du lobbying auprès du gouvernement local pour obtenir de meilleurs logements, tandis qu'un groupe du Merseyside a apporté son aide aux ateliers et a écrit un rapport intitulé *Merseyside, fais-toi entendre : Profil de l'exclusion sociale et de la pauvreté au Merseyside*. Ils peuvent maintenant utiliser ce document pour intervenir auprès du gouvernement local et régional.

Encourager une participation citoyenne active

L'atelier a montré aux personnes impliquées qu'elles n'étaient pas les seules dans cette situation et qu'elles pouvaient influencer les politiques qui les touchent. Les gens se sont sentis responsabilisés par le respect qu'on leur a manifesté et les ateliers ont réduit leur sentiment d'impuissance et d'isolement. Le projet a motivé des personnes à changer de point de vue pour ne plus penser : « *Il n'y a aucune chance pour que des gens comme nous puissions améliorer nos vies* », et ils sont devenus plus positifs.¹⁴ Lorsque les gens croient en l'impact qu'ils peuvent avoir, ils sont plus enclins à s'impliquer activement dans des activités de plaidoyer.

Le projet « *Faites-vous entendre* » continuera à influencer les politiques de lutte contre la pauvreté et celles qui s'attaquent à l'exclusion sociale. Les plans de stratégie du PAN/incl établis de 2006 à 2008 renforcent ce sentiment. On y fait souvent référence pour appuyer certains arguments, notamment ceux qui concernent les bas salaires. Le PAN/incl explique pourquoi les gens n'arrivent pas forcément à s'extirper de la pauvreté quand ils se remettent à travailler. Des citations de « *Faites-vous entendre* » sont utilisées pour étayer des arguments tels que « *[Avec un bas salaire] vous travaillez tout en restant aussi pauvre* ». ¹⁵

« *Faites-vous entendre* » a également influencé la mise en place du PAN/incl 2008. L'implication de la société civile et des personnes qui vivent dans la pauvreté est maintenant considérée comme une partie essentielle de la stratégie actuelle et à venir. Bien qu'un nouveau « *Faites-vous entendre* » ne soit pas prévu, un projet similaire est sur le point d'apparaître. Cette année, Oxfam va soumettre au PAN/incl 2008 un rapport sur l'exclusion sociale et celle qui est liée au sexe dans le cadre de son projet « *Gender Works* ». Ce dernier permettra d'explorer la manière dont certains obstacles structurels peuvent

donner naissance à l'exclusion sociale des femmes – et la renforcer – dans trois pays européens : le R.-U., l'Autriche et l'Italie. Ce projet impliquera des femmes dans la mise en place des politiques et donnera à celles qui composent la base les moyens d'y participer. De plus, il développera et distribuera des outils concernant les politiques de genre, formera les décideurs à l'utilisation d'outils statistiques et méthodologiques sexospécifiques et offrira une formation à la sensibilisation à la dimension femmes-hommes à tous ceux qui sont impliqués dans la lutte contre l'exclusion sociale dans ces trois pays. Ce projet permet aux femmes de s'exprimer et encourage la prise de conscience de la condition féminine chez ceux qui sont au pouvoir .

Le projet « *Faites-vous entendre* » a permis de construire un projet similaire. Il a montré que se faire entendre de cette manière permet aux personnes en situation de pauvreté d'influencer les mesures prises par les gouvernements, de retrouver confiance en elles-mêmes et de savoir qu'elles sont entendues.

Problèmes et limites

Le projet « *Faites-vous entendre* » a essayé d'impliquer le plus de monde possible, mais il n'a pas réussi à atteindre toutes les communautés ou toutes les régions du R.-U. de la même manière. Ce programme n'était ni un projet de recherche ni un projet politique. C'est pourquoi il a rencontré des difficultés pour que tous puissent s'exprimer, les principaux obstacles étant les différences importantes qui existaient de région à région, le manque d'implication de certains groupes et le manque de soutien des gouvernements locaux.

Variations régionales

Les ateliers ne furent pas répartis de la même manière à travers tout le R.-U.. Par exemple, 30 pour cent des ateliers ont eu lieu en Écosse et seulement 4 pour cent au Pays de Galles. Ces variations reflètent la répartition des réseaux de lutte contre la pauvreté. Il existe en Écosse une *Alliance contre la Pauvreté* bien établie qui a permis au projet « *Faites-vous entendre* » d'être très influent.

Manque d'implication de certains groupes

Les participants s'impliquaient généralement dans le projet lorsqu'ils faisaient déjà partie de réseaux utilisés pour débattre de sujets personnels. Les groupes sociaux qui n'appartenaient pas à ces réseaux ne sont pas parvenus à s'engager dans ce programme. Par exemple, un seul groupe d'hommes noirs prit part au projet (même si certains d'entre eux collaborèrent avec d'autres groupes) et l'on ne nota la présence d'aucun asiatique. Un autre groupe important dont l'absence fut remarquée est celui des travailleurs à bas salaire, parce qu'ils ont plus de mal à accepter le fait qu'ils sont pauvres et parce que les ateliers se tenaient pendant les heures de travail.

Manque de soutien des gouvernements locaux

Alors que les gouvernements locaux auraient pu être d'un grand secours pour la mise en place des groupes, bon nombre d'entre eux n'ont montré aucun intérêt pour ces ateliers. Ils n'ont pas vu ce qu'ils pouvaient retirer de leur implication dans les PAN/incl. Un plus grand soutien de leur part aurait permis de faire en sorte que les ateliers aient lieu, particulièrement dans les régions où les réseaux de lutte contre la pauvreté étaient peu importants.

Recommandations

Le projet « *Faites-vous entendre* » est, sur de nombreux plans, une réussite. Voici quelques idées qui aideront à améliorer les projets similaires dans le futur, et l'opinion des participants. Il faudrait :

- Augmenter la partie lobbying de ces projets et l'inclure dès le départ afin que les résultats aient une plus grande influence sur les mesures prises ultérieurement. Cela peut se faire en renforçant les relations entre participants et en augmentant les possibilités de dialogue entre les organismes de la société civile (y compris les organisations communautaires et les ONG plus importantes) et le gouvernement.
- Financer à l'avance les groupes de lutte contre la pauvreté pour qu'ils puissent mettre au point leurs projets et s'assurer qu'ils aient accès à des ressources suffisantes pendant toute la durée de ceux-ci. Ceci est particulièrement vrai pour les plus petits groupes, issus de la propre initiative des participants.
- Identifier dès le début du projet les groupes difficiles à atteindre, comme les femmes et les hommes issus de minorités ethniques. Pour ce faire, mettre en place des stratégies via d'autres organisations communautaires existantes, ou grâce à d'autres filières des gouvernements locaux.
- Identifier les obstacles à la collaboration avec le gouvernement local et les priorités de celui-ci afin de pouvoir travailler efficacement avec eux et utiliser leurs procédures et leurs structures comme autant de moyens d'atteindre les membres de la communauté qui ont un bas salaire.
- S'assurer de prendre en compte dès le début du projet les différences qui existent entre les réseaux de lutte contre la pauvreté. Les pays qui hébergent des réseaux moins importants devraient recevoir des ressources spécifiques pour pouvoir les étendre.
- S'assurer que les organisations et le réseau se soutiennent les uns les autres et que leurs activités soient coordonnées. Ceci est un élément crucial pour la réussite du projet.

- Surveiller et évaluer à quel point le fait de faire se rencontrer les preneurs de décisions et les personnes touchées influence ces mesures et détermine quels sont les autres facteurs qui ont également du poids.
- Permettre aux réseaux de lutte contre la pauvreté au R.-U. d'offrir une assise solide aux futurs projets de participation et de propager ceux-ci de la meilleure manière.

Recommandations des participants¹⁶

Augmenter le niveau de participation.

Assurer le suivi des activités pour montrer que les personnes consultées sont entendues. « *Il est très important d'être à la hauteur quand on recueille les opinions et les expériences des gens.* »

Faire en sorte que leur participation et les entrevues aient un sens: ne pas les faire participer uniquement pour la forme. Trop souvent, « *on s'entretient avec eux, mais les décisions sont déjà prises* », ce qui équivaut à une perte de temps et d'énergie. La consultation doit se faire dans les deux sens.

Intégrer leur participation à la prise de décision : étendre à d'autres mesures les procédés comme ceux qui sont issus des renouveaux de quartiers du *Neighbourhood Renewal*.*

Élargir la participation en impliquant un plus grand nombre de membres des communautés locales – pensez à la façon et au moment où les consultations ont lieu, ainsi qu'à la manière dont l'implication des intervenants est sollicitée – en permettant à un plus grand nombre de membres des communautés marginalisées de participer.

Encourager plus sérieusement la participation et le dialogue: les parlementaires devraient mieux soutenir le *All Parliamentary Group on Poverty*** et les autorités locales devraient « *reconnaître plus souvent (...)* qu'elles 'travaillent pour nous' ».

Augmenter parmi les groupements populaires et communautaires la prise de conscience des moyens dont ils disposent pour influencer les prises de décisions locales et les aider à le faire.

* Le *Neighbourhood Renewal* est la stratégie du gouvernement britannique de régénération urbaine en Angleterre.

** Le *All Party Parliamentary Group on Poverty* est un groupe d'intérêt composé de parlementaires de la chambre des représentants. Ils se réunissent régulièrement pour discuter de questions relatives à la pauvreté, faire pression sur le gouvernement et provoquer une prise de conscience chez les parlementaires.

Notes

¹ Oxfam GB, 'UK poverty: how comfortable are you with poverty in the UK?', www.oxfam.org.uk/resources/ukpoverty/index.html (dernière consultation : septembre 2008). Le terme « pauvreté » se réfère ici à une pauvreté relative, pas à une pauvreté absolue. La pauvreté relative est celle des personnes vivant avec un revenu inférieur à 60 pour cent de la moyenne actuelle.

² En termes de parité de pouvoir d'achat (PPP).

³ Selon l'*Index Gini de l'UE*, www.eurofound.europa.eu/areas/qualityoflife/eurlife/index.php?template=3&radioindic=158&idDomain=3 (dernière consultation : septembre 2008).

⁴ The Poverty Site, 'Relative poverty, absolute poverty, and social exclusion', www.poverty.org.uk/summary/social%20exclusion.shtml (dernière consultation : septembre 2008).

⁵ Voir www.endchildpoverty.org.uk/ (dernière consultation : septembre 2008).

⁶ 'Women more likely than men to live in poverty', *The Guardian*, 17 septembre 2003, www.guardian.co.uk/money/2003/sep/17/womenandmoney.socialexclusion (dernière consultation : septembre 2008).

⁷ Participants aux ateliers du projet « *Faites-vous entendre* ». Get Heard (2006) 'People Experiencing Poverty Speak Out on Social Exclusion: National Action Plan on Social Inclusion 2006', www.ukcap.org/getheard/pdf/Get%20Heard%20report%202nd%20print.pdf (dernière consultation : septembre 2008).

⁸ Y compris the European Anti-Poverty Network, England; Poverty Alliance, Scotland; Northern Ireland Anti-Poverty Network; Anti-Poverty Network Cymru, Wales; Oxfam's UK Poverty Programme; the UK Coalition Against Poverty et Age Concern.

⁹ Entretien avec Kim Rowe, Oxfam R.-U., décembre 2005.

¹⁰ Get Heard (2006) *op.cit.*, p. 4.

¹¹ *Ibid.*, p. 30.

¹² Extrait d'un entretien avec Clare Cochrane.

¹³ Migrants Resource Centre (2006) 'A Stronger Voice', www.migrantsresourcecentre.org.uk/index.php?option=com_content&view=article&id=56&Itemid=70 (dernière consultation : septembre 2008).

¹⁴ Get Heard (2006) *op.cit.*, p. 31.

¹⁵ Department for Work and Pensions (2006) 'UK National Report on Strategies for Social Protection and Social Inclusion: 2006–2008', p.19,

www.dwp.gov.uk/publications/dwp/2006/socialprotection/ (dernière consultation : septembre 2008).

¹⁶ Get Heard (2006) *op.cit.*, p. 39.

Photo de couverture : Karen Robinson/Oxfam 2006

© Oxfam GB, novembre 2008

Cet article a été rédigé par Emily Laurie. Oxfam remercie les personnes suivantes pour leur assistance dans sa réalisation: Clare Cochrane et Nikki van der Gaag. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

Pour toute information supplémentaire, veuillez envoyer un courriel à publish@oxfam.co.uk

Online ISBN 978-1-84814-075-2. Cet article fait partie d'une série intitulée Exprimez-vous !. Pour toute information supplémentaire, veuillez visiter <http://publications.oxfam.org.uk/oxfam/display.asp?ISBN=9780855986384>

Cet article est également disponible en anglais et en espagnol.

Oxfam GB

Oxfam GB est une organisation de développement, d'aide et de militance qui collabore avec des partenaires pour trouver des solutions durables à la pauvreté et à la souffrance dans le monde. Oxfam GB est membre d'Oxfam International.

Oxfam House
John Smith Drive
Cowley
Oxford
OX4 2JY

Tél: +44.(0)1865.473727
E-mail: enquiries@oxfam.org.uk
www.oxfam.org.uk